

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article III-306

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### [Les paragraphes 1 à 7 sans changements]

8. Si dans le délai de vingt et un jours, le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun ou si le Parlement ou le Conseil ~~rejette~~ n'adopte pas le projet commun, est réputé adopté le budget ainsi établi :

- pour les chapitres dont les crédits font l'objet d'un accord entre le Parlement et le Conseil est retenu le montant qui résulte de cet accord
- pour les chapitres dont les crédits ne font pas l'objet d'un accord est retenu le montant le plus bas des montants proposés par le Conseil et le Parlement. Dans l'hypothèse où lesdits montants seraient inférieurs au montant inscrit dans le budget initial de l'année en cours, ce dernier est retenu.

~~le Parlement européen peut, dans un délai de quatorze jours, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois-cinquièmes des suffrages exprimés, confirmer ses amendements. Si l'amendement du Parlement n'est pas confirmé, la position du Conseil pour le poste budgétaire qui fait l'objet de cet amendement est réputée adoptée.~~

**Par dérogation à l'alinéa précédent,** ~~si~~ le Parlement rejette le projet commun à la majorité des membres qui le composent et des trois-cinquièmes des suffrages exprimés, il peut demander qu'un nouveau projet de budget soit soumis.

9. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que la loi de budget est définitivement arrêtée.

---

#### Explication éventuelle :

Il importe de prévoir une réelle codécision entre le Parlement et le Conseil, conformément à l'article I-55, qui dispose que ce sont ces deux institutions (et non simplement l'une d'entre elles) qui adoptent le budget. Ceci suppose de ne pas donner le dernier mot à l'une des deux institutions, mais de prévoir un critère permettant de résoudre les divergences persistantes entre elles.

Conformément au rapport du cercle de réflexion sur la procédure budgétaire, il est proposé le critère suivant lorsque le comité de conciliation n'a pu établir un projet commun ou lorsque ce

projet n'est pas adopté par les deux institutions dans le délai prévu par le paragraphe 7 (donc non seulement en cas de rejet explicite mais aussi en l'absence de décision):

- pour chaque chapitre faisant l'objet d'un accord avant la conciliation, on retient le montant résultant de cet accord ;
- pour chaque chapitre faisant l'objet d'un désaccord avant la conciliation, on retient le montant inférieur proposé par l'une ou l'autre institution, ou le montant inscrit au budget de l'année en cours s'il est supérieur.

Le Parlement garde cependant la possibilité de s'opposer à l'adoption d'un tel budget en statuant à la majorité des 3/5, pour demander qu'un nouveau projet de budget soit soumis.